



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/AC.237/80
26 janvier 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE INTERGOUVERNEMENTAL DE NEGOCIATION
D'UNE CONVENTION-CADRE SUR LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES
Onzième session
New York, 6-17 février 1995
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DES ACTIVITES DU SECRETARIAT INTERIMAIRE, Y COMPRIS
LES FONDS EXTRABUDGETAIRES

Note du Secrétaire exécutif

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	2
A. Généralités et objet de la note	1 - 3	2
B. Mesures que pourrait prendre le Comité	4	2
II. QUESTIONS ADMINISTRATIVES : EFFECTIFS	5 - 6	3
III. FONDS EXTRABUDGETAIRES NECESSAIRES	7 - 19	4
A. Appui aux activités du secrétariat intérimaire : Fonds d'affectation spéciale destiné à financer le processus de négociation (résolution 45/212 de l'Assemblée générale, par. 20)	7 - 13	4
B. Appui à la participation aux sessions du Comité : Fonds spécial de contributions volontaires (résolution 45/212 de l'Assemblée générale, par. 10)	14 - 19	5
IV. TRANSITION VERS DES ARRANGEMENTS PERMANENTS	20	6

Annexe */

*/ Pour des raisons techniques, les annexes sont publiées en anglais seulement.

I. INTRODUCTION

A. Généralités et objet de la note

1. A la dixième session du Comité, le Secrétaire exécutif a présenté une note (A/AC.237/61) contenant des informations sur les activités du secrétariat intérimaire, sur des questions administratives et budgétaires et sur les contributions nécessaires aux deux fonds extrabudgétaires créés en application des paragraphes 10 et 20 de la résolution 45/212 de l'Assemblée générale, à savoir le Fonds spécial de contributions volontaires pour financer la participation et le Fonds d'affectation spéciale destiné à financer le processus de négociation (ce dernier étant destiné à financer les activités du secrétariat).

2. Le Comité a pris note de ces informations, du travail effectué par le secrétariat intérimaire à l'appui du Comité et aux fins de l'application de la Convention, ainsi que des contributions extrabudgétaires visant à faciliter la participation aux travaux du Comité et à appuyer les activités du secrétariat intérimaire. Il a appuyé les efforts des contributeurs et du secrétariat pour mobiliser des fonds extrabudgétaires et a lancé un appel pour que soient versées de nouvelles contributions plus importantes à la mesure des besoins croissants. Il a approuvé les efforts déployés par le Secrétaire exécutif pour maintenir un équilibre géographique satisfaisant dans la composition du personnel et offrir à celui-ci la sécurité contractuelle dans la limite des fonds disponibles (A/AC.237/76, par. 131).

3. Les informations sur les activités du secrétariat qui figurent dans la note susmentionnée sont toujours valables et ne sont donc pas reprises dans le présent document. Celui-ci vise à mettre à jour les informations relatives aux besoins en personnel et de financement jusqu'à la fin de l'année 1995.

B. Mesures que pourrait prendre le Comité

4. Le Comité pourrait peut-être :

a) prendre note des informations et des estimations contenues dans le présent document;

b) prendre note, en s'en félicitant, de l'appui extrabudgétaire fourni pour permettre la participation aux travaux du Comité, à ceux de la première session de la Conférence des Parties, ainsi qu'aux activités du secrétariat intérimaire;

c) faire appel à des contributions additionnelles pour permettre au secrétariat intérimaire de financer la participation à la première session de la Conférence des Parties d'un deuxième représentant des pays les moins avancés ou des petits Etats insulaires en développement qui remplissent les conditions requises (voir le paragraphe 17 ci-après);

d) conseiller le secrétariat intérimaire sur les moyens de renforcer ses capacités en vue de l'entrée en activité du secrétariat permanent, en tenant compte du programme de travail initial des organes subsidiaires de la Conférence, des moyens requis pour l'examen approfondi des communications

émanant des Parties visées à l'annexe I et de l'émergence de nouveaux domaines d'activité après la première session de la Conférence, ainsi que de la nécessité de maintenir un équilibre géographique satisfaisant dans la composition du personnel (voir les paragraphes 8, 12, 13 et 20 ci-après);

e) appuyer les efforts déployés par les contribuants et le secrétariat intérimaire en vue de mobiliser les fonds extrabudgétaires nécessaires en 1995.

II. QUESTIONS ADMINISTRATIVES : EFFECTIFS

5. Le tableau ci-après indique les effectifs actuels du secrétariat intérimaire au mois de janvier 1995. Il ne rend compte ni des consultants, ni des stagiaires, ni du personnel temporaire recruté pour aider le secrétariat pendant les sessions du Comité ou dans le cadre de projets bien déterminés.

	Ressources prévues au budget-programme jusqu'au 31.12.95	Autres sources		Total
D.2	1	-		1
D.1/L.6	1	3	DCPDD */ , OMM, Pays-Bas (jusqu'au 30.06.96)	4
P.5/L.5	-	2	Fonds d'affectation spéciale	2
P.4/L.4	1	3	PNUE, Norvège (jusqu'au 14.09.96), Fonds d'affectation spéciale	4
P.3/L.3	1	4	Fonds d'affectation spéciale	5
P.2/L.2	1	3	Fonds d'affectation spéciale, Allemagne (jusqu'au 01.02.97)	4
Total D/P	5	15		20
Services généraux	6	8	OMM - 2; Fonds d'affectation spéciale - 6	14
TOTAL	11	23		34

*/ Département de la coordination des politiques et du développement durable.

6. En ce qui concerne la sécurité contractuelle évoquée par le Comité dans les conclusions de sa dixième session, on notera qu'un seul fonctionnaire recruté au titre du Fonds d'affectation spéciale bénéficie d'un contrat d'un an (qui prend fin le 31 août 1995) tous les autres étant titulaires de contrats qui sont chaque fois prolongés de quelques mois en fonction de la

situation de trésorerie : à l'heure actuelle, ils courent jusqu'au 30 juin 1995. Le secrétariat permanent devra remédier à cette situation, aussi peu satisfaisante pour le personnel que pour une bonne gestion, au moyen d'un financement prévisible dans le cadre d'un budget arrêté.

III. FONDS EXTRABUDGETAIRES NECESSAIRES

A. Appui aux activités du secrétariat intérimaire : Fonds d'affectation spéciale destiné à financer le processus de négociation (résolution 45/212 de l'Assemblée générale, par. 20)

7. On trouvera à l'annexe I un état des contributions actuelles - annoncées ou reçues - au Fonds d'affectation spéciale destiné à financer le processus de négociation.

8. L'annexe II présente une version révisée des estimations financières pour 1995, qui avaient été présentées pour la dernière fois au Comité à l'annexe III du document A/AC.237/61. Les estimations actuelles tiennent compte de l'accroissement prévisible de la charge de travail du secrétariat intérimaire après la première session de la Conférence des Parties, notamment en ce qui concerne la fourniture de services fonctionnels aux organes subsidiaires de la Conférence et l'examen approfondi des communications émanant des Parties visées à l'annexe I, ainsi que le personnel d'appui à la gestion des conférences et au système d'information. Elles prennent également en considération les besoins en personnel pour les activités relatives aux questions récentes de politique générale, notamment les communications des pays en développement Parties. En outre, elles prévoient des réserves pour imprévus dans la perspective d'une poursuite éventuelle des activités liées à une phase pilote d'application conjointe et d'un processus de négociation qui serait entamé à la suite de l'examen des engagements prévus aux paragraphes 2 a) et 2 b) de l'article 4, afin de déterminer s'ils sont adéquats. Bien que le rôle du secrétariat dans ces domaines ne puisse être défini avant la première session de la Conférence, le Comité a d'ores et déjà fourni des indications suffisantes concernant les futurs programmes de travail, notamment en ce qui concerne les organes subsidiaires et la procédure d'examen, pour justifier un renforcement des capacités du secrétariat. L'estimation des besoins en personnel tient pleinement compte des compétences extérieures disponibles et susceptibles d'être mobilisées par le secrétariat auprès des gouvernements et des organisations associées, comme ce fut le cas pour l'élaboration de la compilation et synthèse des communications nationales des Parties visées à l'annexe I (document A/AC.237/81).

9. Les estimations des ressources nécessaires tiennent compte de l'inscription au budget de l'ONU des coûts des services de conférence fournis aux organes subsidiaires pour l'année en cours (paragraphe 7 de la résolution 49/120 de l'Assemblée générale). En outre, l'appui aux services administratifs et à l'information du public fourni à l'heure actuelle par le Département de la coordination des politiques et du développement durable et par le Bureau d'information sur les changements climatiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Organisation météorologique mondiale devrait se poursuivre sans coût direct pour le secrétariat intérimaire. Ces dispositions seront maintenues à l'étude.

10. Les estimations pour 1995 restent fondées sur un taux de change standard entre le dollar des Etats-Unis et le franc suisse et sont donc soumises aux fluctuations du taux de change. Il s'agit de chiffres nets, une estimation des besoins de financement brut pour 1995, y compris les frais généraux (13 %) et la réserve de fonctionnement (15 %), est donnée à l'annexe IV.

11. La section A de l'annexe IV indique que les besoins de financement extrabudgétaire brut des activités du secrétariat intérimaire se chiffrent à environ 7,7 millions de dollars des Etats-Unis en 1995. Les contributions - versées ou annoncées - au Fonds d'affectation spéciale et l'appui bilatéral à la dotation en effectif devraient représenter environ 3 millions de dollars. Le reliquat à verser en 1995 sous forme de contributions nouvelles au Fonds d'affectation spéciale s'élève donc à 4,7 millions de dollars des Etats-Unis environ.

12. Il serait préférable que les ressources nécessaires soient mises à la disposition du secrétariat sous forme de contributions non assorties de conditions particulières au Fonds d'affectation spéciale, plutôt que de contributions réservées ou de dotations en effectif. Bien qu'utiles, ces deux types de concours ne permettent pas au secrétariat de gérer ses ressources comme il l'entend. S'il n'est pas possible de faire autrement le champ d'affectation des contributions réservées devrait être aussi large que possible. Les contribuants intéressés sont donc invités à examiner la possibilité d'élargir l'affectation des ressources destinées à appuyer le processus "communication et examen" à l'ensemble des activités visées sous la rubrique "communication, examen et évaluation" (section B de l'annexe II).

13. En ce qui concerne les accords bilatéraux de dotation en effectif, ils ont des répercussions sur l'équilibre géographique au sein du secrétariat, ce qui est un sujet de préoccupation permanent pour le Comité et le Secrétaire exécutif. Le secrétariat devrait être en mesure de cristalliser un large éventail de vues et de données d'expérience, notamment celles de représentants de pays en développement et de pays en transition. Cet aspect des choses prend une importance particulière dans l'élaboration des politiques et un renforcement des capacités est prévu à cet égard en 1995 (section B.1 de l'annexe II). Puisque l'appui bilatéral en personnel est toujours fourni par les gouvernements des pays développés, seules des contributions suffisantes et inconditionnelles au Fonds d'affectation spéciale permettent de maintenir l'équilibre géographique dans la composition du personnel.

B. Appui à la participation aux sessions du Comité : Fonds spécial de contributions volontaires (résolution 45/212 de l'Assemblée générale, par. 10)

14. On trouvera à l'annexe III un état des contributions - versées ou annoncées - au Fonds spécial de contributions volontaires.

15. Le critère fondamental d'éligibilité a été revu, le plafond du produit intérieur brut par habitant étant désormais fixé à 5 000 dollars des Etats-Unis en 1991. Pour le reste, les modalités de fonctionnement du Fonds restent identiques à celles dont le Comité a pris note à sa neuvième session (voir A/AC.237/54, par. 39 à 41, et A/AC.237/55, par. 127).

16. La section B de l'annexe IV indique que les ressources actuelles - disponibles ou annoncées - permettent de financer la participation d'environ 95 représentants de pays en développement ou d'autres pays (un seul représentant par pays) à la onzième session du Comité et de 115 représentants à la première session de la Conférence.

17. Le secrétariat intérimaire suggère aux contributeurs au Fonds spécial de faire un effort supplémentaire pour financer la participation à la première session de la Conférence des Parties d'un deuxième représentant pour les pays les moins avancés ou les petits Etats insulaires en développement Parties qui remplissent les conditions requises. La participation à la première session de la Conférence d'un deuxième représentant pour une trentaine de pays demanderait une contribution supplémentaire de 0,3 million de dollars des Etats-Unis. Les contributeurs sont priés d'examiner favorablement cette suggestion afin que le secrétariat puisse disposer de la somme nécessaire en temps voulu.

18. Au delà de la première session de la Conférence, la participation d'une centaine de représentants à diverses réunions des organes subsidiaires, qui s'étaleront sur trois semaines au cours du second semestre de 1995, devrait revenir à 0,9 million de dollars des Etats-Unis sous forme de nouvelles contributions.

19. Le montant total des contributions nouvelles au Fonds spécial de contributions volontaires attendu pour 1995 s'élève donc à 1 million de dollars des Etats-Unis environ.

IV. TRANSITION VERS DES ARRANGEMENTS PERMANENTS

20. Les arrangements relatifs au financement du secrétariat intérimaire de la Convention arrivent à expiration le 31 décembre 1995. Les arrangements financiers ultérieurs, notamment en ce qui concerne le financement de la participation aux sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires, seront pris dans le cadre des procédures financières et du budget de la Conférence et du secrétariat permanent (voir A/AC.237/79, Add.2 et 3). Il importe que la Conférence prenne à sa première session les décisions voulues sur ces questions afin d'assurer une transition sans heurts et de ne pas interrompre l'appui aux activités des organes subsidiaires et du secrétariat.

Annex I

TRUST FUND FOR THE NEGOTIATING PROCESS (GA resolution 45/212, para. 20)
STATEMENT OF CONTRIBUTIONS
(US dollars) ^{a/}

Contributors	Contributions to 31.12.93	1994		Total contribution to 31.12.94	Outstanding pledges
		Contributions	Date of receipt voucher		
Australia	16,945.00	17,595.00	18.05.94	-	-
	-	38,875.00	28.12.94	73,415.00	-
Austria	-	12,500.00	02.02.94	12,500.00	-
Canada	86,183.56	37,444.12	25.02.94	-	-
		54,744.53	24.05.94	178,372.21	92,600.00
Denmark	-	200,000.00	b/ 03.05.94	-	-
		646,987.46	b/ 30.12.94	846,987.46	-
Finland	-	100,000.00	05.01.94	100,000.00	-
France	18,065.21	-	-	18,065.21	170,000.00
Germany	116,998.95	190,949.02	28.12.94	307,947.97	-
Italy	-	-	-	-	124,200.00
Japan	113,185.00	68,880.00	24.08.94	182,065.00	-
Netherlands	31,018.04	-	-	31,018.04	-
Norway	15,431.40	-	-	15,431.40	-
Switzerland	461,833.37	174,825.17	04.03.94	636,658.54	234,400.00
United Kingdom	153,973.36	60,217.41	14.06.94	219,195.77	-
USA	250,000.00	250,000.00	03.08.94	-	-
		114,000.00	25.11.94	614,000.00	250,000.00
CEC*	123,580.00	-	-	123,580.00	e/
UNEP	-	191,000.00	f/ 13.12.94	191,000.00	-
Total	1,392,218.89	2,158,017.71		3,550,236.60	871,200.00

Notes: A hyphen (-) indicates that the item is not applicable.

* Commission of the European Communities (CEC)

a/ Information on contributions as at 31 December 1994. All contributions are gross. Deductions of 13 per cent for support costs and 15 per cent for operating reserve are applicable to determine amounts available for allotment.

b/ Contributions of \$200,000 for CC:INFO project and \$646,987.46 for work on "communication and review"; of the latter, 50% is for 1994 and 50% for 1995.

c/ Pledge of \$156,300.00 for work on "communication and review" and \$78,100 for general secretariat activities. (Switzerland has also made a contribution in kind, to the value of \$160,000, to the cost of office premises).

d/ Pledge of \$250,000 for work on "communication and review".

e/ Offers of contributions from the CEC totalled some \$120,000 in 1993-94; it was not possible to work out conditions for payment that were compatible with the United Nations Financial Regulations and with the procedure of the CEC. However, in the context of the recent agreement regarding financial contributions from the CEC to the United Nations, it is hoped that new offers will be realised in 1995.

f/ Contribution to CC:INFO project.

Annex II

UNFCCC INTERIM SECRETARIAT: FINANCIAL ESTIMATES FOR 1995*

DESCRIPTION OF ACTIVITY	INPUTS	Grade	Starting from a/	Regular budgets (UN, UNEP, WMO) b/	Extra-budgetary b/
A. EXECUTIVE DIRECTION AND MANAGEMENT					
A.1 Head of Interim secretariat					
Overall planning, coordination and direction of secretariat activities; resource mobilization; finance/personnel management; accountability to COP and to DPCSD; collaboration agreements with partner agencies.	Executive Secretary	D-2		175	
A.2 Office of the Executive Secretary					
Support for planning and coordination of secretariat activities; internal information flow; general reports to COP and SBI, including report on implementation; coordination of support for SBI; arrangements for permanent secretariat; financial monitoring.	Special Adviser Special Asst to Exec.Sec. Secr./Asst to Exec.Sec. Finance clerk Admin. secretary Secretary Secretary	L-5 P-3 G-6 G-6 G-4 G-4 G-3	7.95 5.95	110 80 35 80	185 70 340
Subtotal (A.2): Office of the Executive Secretary					
A.3 Management, legal and information services					
Planning and organization of inter-governmental processes, relations with delegations, management of participation fund, dissemination of documents; liaison with UN system, IGOs and NGOs; public information (with IUCC); general legal advice; interface with administrative services (with DPCSD).	Principal Officer Conference Manager Legal Adviser External Affairs Officer Meetings Assistant Secretary Secretary Secretary Clerk	D-1 L-5 P-4 L-3 G-5 G-4 G-4 G-3 G-2	7.95	160 130 80 88	20 140 70 35 70 405
Subtotal (A.3): Management, legal and information services					
Subtotal A: EXECUTIVE DIRECTION AND MANAGEMENT				895	745

* See last page of annex II for explanation of footnote symbols.

UNFCCC INTERIM SECRETARIAT: FINANCIAL ESTIMATES FOR 1995*
(continued)

DESCRIPTION OF ACTIVITY	INPUTS	Grade	Starting from a/	Regular budgets (UN, UNEP, WMO) b/	Extra-budgetary b/
A.3.1 Information system project c/ Provision of information systems services, including office automation, databases, electronic communications, information dissemination, library, training in software/hardware use.	Coordinator	L-5	7.95		90
	System Manager	L-3			140
	Database Officer	L-3	5.95		95
	Training Officer	L-2			120
	System Officer	L-2			130
	Librarian	L-2			120
	Secretary	G-3	5.95		50
	Temporary assistance				10
	Consultants				15
	Travel				20
	Expert groups				30
	Equipment, supplies, operating costs, etc.				355
	Contingencies (2% of subtotal)				20
	Subtotal (A.3.1): Information system project c/				0

UNFCCC INTERIM SECRETARIAT: FINANCIAL ESTIMATES FOR 1995*
(continued)

DESCRIPTION OF ACTIVITY	INPUTS	Grade	Starting from a/	Regular budgets (UN, UNEP, WMO) b/	Extra-budgetary b/	
B. COMMUNICATION, REVIEW AND ASSESSMENT Coordination, including support for SBSTA.	Principal Officer	L-6			195	
	Secretary	G-4		80		
B.1 General policy issues Work on emerging policy issues (including guidelines for communications by developing countries) and multilateral consultative process (Article 13); general reports to COP and SBSTA.	Policy Adviser	L-6	7.95		100	
	Programme Officer	L-4	7.95		80	
	Programme Officer	L-2	4.95		90	
	Secretary	G-3	7.95		35	
B.2 Scientific outreach Interaction with scientific bodies; review of scientific information; related documentation for COP and subsidiary bodies.	Principal Officer (WMO)	L-6		160		
	Secretary (WMO)	G-4		80		
B.3 Assessment and analysis Analysis and assessment re: methodologies, inventories, technologies, mitigation options; related documentation for COP and subsidiary bodies.	Principal Officer	L-6	7.95		100	
	Programme Officer	L-3	7.95		70	
	Secretary	G-3	7.95		35	
Subtotal (B.1, B.2 and B.3)				320	705	
B.4 Review of communications from Annex I Parties Technical, analytical and organizational support for first review of communications by Annex I parties, including compilation synthesis, etc.	Manager	L-5	4.95		140	
	Programme Officer	L-4			160	
	Programme Officer	L-4			160	
	Programme Officer	L-3			140	
	Programme Officer	L-3	7.95		70	
	Data processing asst	G-5	7.95		35	
	Secretary	G-4			70	
	Temporary assistance				50	
	Consultants				200	
	Travel				250	
	Expert groups				315	
	Equipment, supplies, operating costs, etc.				40	
	Share of information system costs (33%)				395	
	Contingencies (2% of subtotal)				40	
					0	
	Subtotal (B.4) Review of communications from Annex I Parties				320	2,770
	Sub-Total B: COMMUNICATION, REVIEW AND ASSESSMENT				320	2,770

UNFCCC INTERIM SECRETARIAT: FINANCIAL ESTIMATES FOR 1995*
(continued)

DESCRIPTION OF ACTIVITY	INPUTS	Grade	Starting from	Regular budgets (UN, UNEP, WMO)	Extra-budgetary
C. FINANCIAL MECHANISM AND TECHNICAL COOPERATION					
Coordination					
	Principal Officer (DPCSD)	D-1		160	
	Secretary	G-4		80	
C.1 Financial Mechanism					
Substantive documentation for COP and subsidiary bodies re. implementation of financial mechanism (Article 4.3 and 11); substantive liaison with GEF and its implementing agencies; preparation of agreement with operating entity.					
	Legal Adviser (UNEP)	P-4/5		130	
	Programme Officer	L-4	7.95		80
	Programme Officer	P-2	7.95		60
	Secretary (WMO)	G-4		80	
Subtotal (C. and C.1): Financial mechanism				450	140
C.2 Support for Technical Cooperation (CC:COPE)					
Facilitation of capacity building, "enabling activities" in developing and "transition" countries; promotion of co-operation and programme activities with UNDP, UNEP, GEF, UNITAR and other partners.					
	Coordinator	L-5			185
	Secretary	G-4	7.95		35
Subtotal (C.2): CC:COPE				0	220
C.2.1 Climate Convention Information Exchange (CC:INFO)					
Joint programme with UNEP to exchange information about the availability of resources for country activities on climate change, and about the results of such activities.					
	Programme Officer	L-3			140
	Programme Officer	L-2			120
	Communications Asst.	G-5			70
	Secretary	G-4			70
	Temporary Assistance				10
	Consultants				10
	Travel				40
	Expert groups				30
	Equipment, supplies, operating costs, etc.				90
	Share of information system costs (17%)				195
	Contingencies (2% of Sub-Total)				15
Subtotal (C.2.1): CC:INFO				0	790

UNFCCC INTERIM SECRETARIAT: FINANCIAL ESTIMATES FOR 1995*
(continued)

DESCRIPTION OF ACTIVITY	INPUTS	Grade	Starting from a/	Regular budgets (UN, UNEP, WMO) b/	Extra-budgetary d/
C.2.2 Training Programme (CC:TRAIN) g/ Joint programme with UNITAR to promote training for preparation of national climate change strategies in relation to the Convention (Pro memoria: UNDP/GEF project under consideration).					
Subtotal C: FINANCIAL MECHANISM AND TECHNICAL COOPERATION				450	1,150

UNFCCC INTERIM SECRETARIAT: FINANCIAL ESTIMATES FOR 1995*
(continued)

DESCRIPTION OF ACTIVITY	INPUTS	Grants	Starting from a/	Regular budgets (UN, UNEP, WMO) b/	Extra-budgetary b/
D. POST COP 1 CONTINGENCIES					
D.1 Support for negotiations Substantive documentation for COP and subsidiary bodies in support of negotiations on amendment(s) or protocol(s) to FCCC; additional staff for A.2	Programme Officer	L-3	7.95		70
D.2 Support for joint implementation: pilot phase Development and monitoring of criteria; reports on pilot phase.	Programme Officer	L-4	7.95		80
[Subtotal D: POST COP 1 CONTINGENCIES					
0					
E. OTHER NON-STAFF COSTS					
Non-staff costs for general purposes, additional to projects B.3 and C.2.1.	Temporary assistance			50	
	Consultants			40	100
	Travel			125	120
	Expert groups			35	30
	Equipment, supplies, operating costs, etc.			115	30
	Share of information system costs (50%)			0	593
	Contingencies (2% of total)				15
Subtotal E: OTHER NON-STAFF COSTS					
365					
TOTAL ALL SECRETARIAT ACTIVITIES					
iv					
2,030					
5,703					

UNFCCC INTERIM SECRETARIAT: FINANCIAL ESTIMATES FOR 1995*
(continued)

- g/ Funding requirements from January 1995 unless otherwise indicated.
- h/ Costs are expressed in thousand United States dollars (\$). Costings for posts in the UN programme budget are standard, pro forma figures. Costings for extrabudgetary posts include real costs for staff in service and pro forma estimates for other posts; they also provide for terminal entitlements, since 1995 is the termination year of the interim secretariat. Estimates of regular budget staff costs are based on a standard UN exchange rate of US\$1=Sw F1.49. Estimates exclude overhead charges (13 per cent) and provision for operating reserve (15 per cent) - see Annex IV for gross estimates.
- i/ The subtotal for the information system project is shown here for illustration only. 50 per cent of the cost has been allocated to "E: Other non-staff costs". The other 50 per cent is allocated between work on communication and review (B.4) (33 per cent) and on CC:INFO (C.2.1) (17 per cent), both of which need substantial information system support.
- j/ Coordination of information system project currently assured by the Principal Officer, Management, Legal and Information Services (A.3) and by the Coordinator of support for technical cooperation (C.2).
- k/ Bilateral funding assured.
- l/ Currently also managing CC:INFO (C.2.1), as well as coordinating information system project (A.3.1)
- m/ Expected to be funded by project now under development.
- n/ Total calculated at an exchange rate of 1 \$US=Sw F1.49; subject to exchange rate variations. Total also excludes DPCSD Administrative Unit (Geneva), services provided by UNOG (conference services, documentation, finance, personnel, procurement, etc.) and support from IUCC (UNEP/MMO) (public information).

Annex III

SPECIAL VOLUNTARY FUND FOR PARTICIPATION (GA resolution 45/212, para. 10)
STATEMENT OF CONTRIBUTIONS
(US dollars) ^{a/}

Contributors	Contributions to 31.12.93	1994		Total contribution to 31.12.94	Outstanding pledges
		Contributions	Date of receipt voucher		
Australia	-	17,180.00	26.05.94	17,180.00	-
Austria	69,985.00	12,500.00	02.02.94	102,485.00	-
Canada	154,375.66	18,442.62	25.02.94	-	51,900.00
	-	54,744.52	24.05.94	257,562.80	74,100.00
Denmark	364,970.00	80,000.00	22.02.94	384,970.00	-
Finland	104,866.77	-	-	104,866.77	-
France	185,033.43	50,020.01	19.04.94	235,053.44	50,000.00
Germany	405,648.68	140,110.79	25.08.94	-	-
	-	445,547.71	28.12.94	991,307.18	-
Greece	13,000.00	19,982.50	02.09.94	32,982.50	-
Ireland	10,000.00	14,300.00	18.03.94	24,300.00	-
Italy	-	-	-	-	62,100.00
Japan ^{b/}	120,000.00	240,000.00	24.08.94	360,000.00	-
Netherlands	292,981.07	88,918.53	24.06.94	381,899.60	142,000.00
Norway	123,922.41	34,731.60	21.11.94	163,654.01	-
Spain	122,315.64	-	-	122,315.64	-
Sweden	250,920.57	63,331.22	02.02.94	314,311.79	-
Switzerland ^{c/}	449,506.88	34,965.03	04.03.94	-	-
	-	56,529.11	16.03.94	-	-
	-	37,693.18	17.10.94	578,694.20	-
Turkey	3,000.00	-	-	3,000.00	-
United Kingdom	410,205.65	90,322.35	14.06.94	500,528.00	63,200.00
USA	300,000.00	105,000.00	13.01.94	-	-
	-	150,000.00	24.08.94	555,000.00	-
CEC* ^{d/}	123,580.00	-	-	123,580.00	-
WMO	34,698.13	-	-	34,698.13	-
UNDP ^{e/}	-	-	-	-	-
Total	3,544,069.89	1,754,319.17		5,298,389.06	443,300.00

Notes: A hyphen (-) indicates that the item is not applicable.

* Commission of the European Communities (CEC)

^{a/} Information on contributions as at 31 December 1994. All contributions are gross. Deductions of 13 per cent for support costs and 15 per cent for operating reserve are applicable to determine amounts available for allotment.

^{b/} In 1991/1992, Japan made a separate contribution of \$200,000 to costs of travel and participation for pre-session seminars and training activities. 1994 contribution of \$240,000 to cover participation in meetings up to and including COP 1, of which \$40,000 for participation of Eastern/Central European countries with economies in transition.

^{c/} Contributions of \$117,333.39 (1991-1993), \$34,965.03 (1994) and \$37,693.18 (1994) for participation of Eastern/Central European countries with economies in transition.

^{d/} Offers of contributions from the CEC totalled some \$120,000 in 1993-94; it was not possible to work out conditions for payment that were compatible with the United Nations Financial Regulations and with the procedures of the CEC. However, in the context of the recent agreement regarding financial contributions from the CEC to the United Nations, it is hoped that new offers will be realized in 1995.

^{e/} In 1992, UNDP directly supported participation by 20 developing countries in the fifth session of the Committee; estimated value \$100,000.

Annex IV

ESTIMATED EXTRABUDGETARY FUNDING REQUIREMENTS 1995
(Thousands of US dollars)

	1995
A. Trust Fund for Secretariat Activities (GA resolution 45/212, para. 20)	
Estimated net funding requirements a/	(5,703)
Estimated gross funding requirements b/	(7,712)
Beginning year balance	1,455
Bilateral staff support	667
Gross pledges c/	871
Balance of funding sought	(4,719)
B. Special Voluntary Fund for Participation (GA resolution 45/212, para. 10)	
Estimated gross funding requirements:	
INC XI b/	-
COP 1 -one delegate d/	(710)
-second delegate (LDC and SIDC) e/	(950)
Subsidiary bodies f/	(300)
	(870)
Total funding requirements	(2,830)
Beginning year balance	1,318
Gross pledges h/	443
Balance of funding sought	(1,069)

- a) As estimated in annex II, "UNFCCC Interim Secretariat: Financial Estimates for 1995".
b) Includes provision for 13 per cent overhead and 15 per cent operating reserve.
c) As reported in annex I "Trust Fund for the negotiating process".
d) Estimate based on 2-week meeting in New York (95 participants).
e) Estimate based on 2-week meeting in Berlin (115 participants).
f) Second participant from 33 least developed and eligible small island developing countries.
g) Estimate based on 3-week meeting in Geneva (100 participants).
h) As reported in annex III, "Special voluntary fund for participation".